

Le défi européen : développer une agriculture climato-intelligente en mobilisant les connaissances scientifiques pour qu'elles se traduisent par des pratiques de gestion durable

Les décideurs politiques européens ont un défi à relever : élaborer des politiques environnementales et agricoles efficaces en s'appuyant sur la gestion des sols pour parvenir à lutter contre les effets du changement climatique dans les différentes régions géo-climatiques, tout en faisant concorder besoins et aspirations à l'échelle nationale.

Par Line Carlenius Berggreen.



Récolte de blé sur le site de La Canaleja (INIA, Alcalá de Henares, Espagne). Cette expérience à long terme rattachée au programme EJP SOIL recouvre l'analyse de différentes variétés de blés et approches en matière de gestion des cultures pour recenser les meilleures pratiques agricoles en matière de consommation d'eau et d'azote dans des conditions semi-arides. Photo : José Luis Gabriel.

Ces derniers mois, plusieurs acteurs nationaux et européens ont été mobilisés dans le cadre du programme EJP SOIL pour procéder à un état des lieux des connaissances, des politiques et des pratiques de gestion des sols en Europe et pour les cartographier.

« Nous déployons beaucoup d'efforts pour mobiliser les différents acteurs. Nous les associons à nos initiatives en faisant remonter leurs opinions pour qu'elles soient réellement relayées et prises en compte dans la feuille de route », déclare David Wall, chercheur expérimenté de Soil Science à Teagasc (Irlande).

David Wall est directeur de travaux de recherche visant à établir des passerelles entre le milieu de la recherche et les praticiens et à renforcer ces liens en établissant un dialogue ouvert et en faisant participer activement les décideurs politiques. Les entretiens qui sont menés visent à mieux comprendre les besoins des décideurs politiques à l'égard des nouvelles recherches, données et ressources.

Rapprocher développement des connaissances et pratiques – Établir de nouvelles passerelles entre chercheurs et utilisateurs finaux.

D'après les résultats qui ont été recueillis, les besoins et les aspirations varient grandement à l'échelle nationale. Des différences sont observées entre les niveaux de connaissance vis-à-vis des sols et la situation sociale et économique. Différents représentants politiques, qui ont été désignés par d'autres acteurs, ont commencé à manifester un intérêt et à s'associer à ces initiatives, ce qui contribue à mieux connaître le fonctionnement des différents pays et à déterminer ce que les décideurs politiques nationaux perçoivent depuis la base jusqu'au plus haut rang et inversement.

Les exemples suivants de pays européens partenaires qui sont mobilisés dans cette initiative montrent que les décideurs politiques ont besoin de nouvelles connaissances et recommandations ainsi que d'éléments simples à mettre en œuvre et à appliquer par les utilisateurs finaux.

En Lituanie, le ministère de l'agriculture prévoit d'exploiter les résultats concrets du programme EJP Soil qui serviront de référence aux responsables politiques pour élaborer des directives pour le développement économique et l'élaboration de processus législatifs.

En Espagne, il a été constaté que les connaissances scientifiques sont appliquées de manière très fragmentée et qu'il est nécessaire de renforcer le transfert des connaissances auprès des agriculteurs. Ce fossé entre les chercheurs et les agriculteurs empêche l'élaboration conjointe de stratégies fondées sur les connaissances mutuelles en matière d'agriculture durable et l'adaptation des mesures proposées aux conditions locales.

Avec seulement 3 % de terres arables, la Norvège se heurte à un dilemme politique, soutenir le développement et la croissance économiques sans sacrifier des sols à vocation agricole qui sont des ressources précieuses en les laissant entre les mains de promoteurs immobiliers. De la même façon, les objectifs agricoles en Suisse sont difficiles à atteindre en raison de contraintes environnementales telles qu'une proportion élevée de terrains escarpés, des conditions climatiques défavorables dans les régions montagneuses et des exploitations de superficie relativement peu importante. Les acteurs politiques en Suisse mettent l'accent sur la compréhension mutuelle qui fait énormément défaut au milieu de la recherche, aux décideurs politiques et aux agriculteurs. Cependant, au niveau politique, il est reconnu par le plus grand nombre que le transfert des connaissances doit être renforcé.

David Wall souligne que l'approche ne se limite pas à l'intervention de responsables politiques donnant leur opinion et dictant la voie à suivre. Le programme concerne tous les acteurs, des agriculteurs aux responsables de l'aménagement des territoires, en passant par les intermédiaires spécialisés dans le conseil, les acteurs des entreprises, les formateurs et les responsables politiques, toutes les personnes qui ont la possibilité de s'associer à cette initiative et d'exprimer leurs besoins et leurs convictions pour l'avenir. Sur la base de ce constat, les acteurs des politiques publiques doivent examiner la situation de manière plus approfondie et déterminer ce que ces besoins signifient pour chaque pays et comment ils se manifestent dans les différentes régions de l'Europe et dans les différentes région géo-climatiques.

Une conscience sociale en éveil – L'écologie, une priorité politique

Saskia Keesstra, responsable de l'élaboration de la feuille de route du programme EJP SOIL, réaffirme avec enthousiasme que ce programme vise avant tout à associer les pays partenaires et les parties prenantes de toute l'Europe pour concevoir conjointement des projets de recherche pertinents et des activités complémentaires qui déboucheront sur des connaissances et des technologies innovantes avec une application directe par les utilisateurs finaux. Ce processus a été établi conformément au cadre de connaissances du programme EJP SOIL, qui correspond à un processus cyclique d'élaboration de nouvelles connaissances (des connaissances sur les sols qui sont mises en commun pour bâtir de nouvelles compétences et capacités ; des connaissances qui sont harmonisées et organisées ; des connaissances qui auront une application concrète à l'échelle régionale, nationale et européenne, avec des retours d'information tout au long du cycle).

Les résultats des derniers travaux montrent clairement que la conscience sociale a évolué. David Wall affirme que les changements climatiques figurent au rang des priorités depuis des dizaines d'années. Il s'agit d'un thème présent en arrière-plan et relayé par des personnalités influentes qui a désormais une place dans la sphère politique. Ce n'est plus seulement un sujet de discussion. Alors qu'il

intéressait uniquement les acteurs dont des enjeux y étaient rattachés et qui dénonçaient la situation, ce sujet est désormais présenté comme un enjeu important par les citoyens ordinaires, dans les rues et dans les urnes. Les citoyens s'intéressent à l'origine de l'énergie qu'ils consomment et interrogent leurs modes de transport et leurs achats. Les grandes entreprises ont pris conscience de cette évolution et ont compris que les paroles ne suffisaient pas. La société civile exige des actes.

David Wall cite à titre d'exemple les résultats des dernières élections en Irlande qui ont clairement montré que les changements climatiques et les questions s'y rapportant sont importants pour le grand public.

« Lors des dernières élections nationales il y a quatre ans, ce thème n'a pas occupé une place aussi importante pendant la campagne. Il figure désormais au rang des priorités du nouveau gouvernement et est pris en compte par les membres du gouvernement qui viennent d'être élus ».

Les économies et les sociétés font partie intégrante de la biosphère.

Saskia Keesstra s'est appuyée sur le modèle de résilience de Stockholm (également appelé la « superstructure des ODD ») dans ses travauxⁱ pour montrer que les économies et les sociétés font partie intégrante de la biosphère. Dans le diagramme ci-dessous, il apparaît clairement que les sols jouent l'un des rôles les plus importants et prioritaires de plusieurs des 17 objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD) (qui constituent un plaidoyer en faveur de l'engagement de tous les pays développés et en développement dans le cadre d'une coalition mondiale). Trois d'entre eux (ODD 15 Vie terrestre, ODD 13 Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques et ODD 2 Faim « Zéro ») placent les sols, en tant que ressource naturelle, au rang des principaux leviers pour atteindre l'objectif visé.

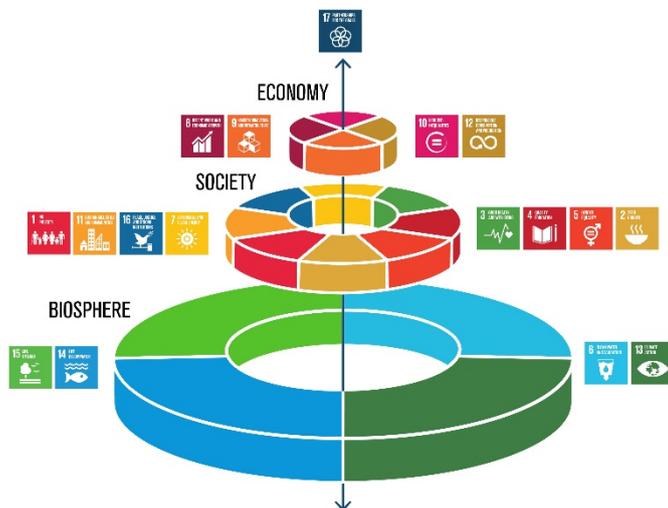


Diagramme 1 : modèle de résilience de Stockholm des 17 ODD

Ce diagramme montre qu'il existe des relations d'interdépendance entre le développement social, économique et écologique. Les sols ont une place dans la biosphère et les populations qui vivent et travaillent sur des terres agricoles sont incluses dans les volets sociétaux et économiques de ce diagramme. Pour trouver des solutions efficaces en matière de gestion durable des sols, il est nécessaire de tenir compte de manière globale des relations d'interdépendance entre ces différents niveaux.

Les acteurs des politiques européennes n'ont jamais montré du doigt les différences d'approche.

L'Europe n'est pas uniforme. Les régions n'ont pas toutes les mêmes défis à relever (le sol est par exemple sablonneux dans certaines régions alors qu'il est argileux dans d'autres régions). Le programme EJP SOIL s'appuie sur la stratification environnementale européenne (Metzger et al., 2005) qui répertorie les différentes zones climatiques. La politique européenne est un cadre global d'orientations politiques qui visent à être équitables et non discriminatoires. Les décisions des acteurs politiques ont des justifications intrinsèques et sont soumises à des influences qui leur sont propres. Comme chaque pays a beaucoup d'autonomie dans l'élaboration de ses propres politiques, les divergences sont importantes d'un pays européen à l'autre. Chaque pays se fixe des objectifs nationaux et régionaux et dispose de modes de gouvernance qui lui sont propres. Cette situation est une excellente chose, mais il y a lieu de s'interroger sur l'approche à adopter pour faire concorder les objectifs nationaux et, par exemple, les objectifs de développement durable, qui représentent le cadre le plus large.

Il est toutefois pertinent de se demander si les approches et les moyens qui sont engagés sur le plan politique pour atteindre les objectifs de gestion durable des sols ont un intérêt pour d'autres secteurs et régions en Europe ou s'ils n'ont aucun intérêt.

*« C'est un sujet complexe sur le plan politique, étant donné que cela soulève des questions en matière d'équité », explique David Wall. « Il n'est jamais déclaré dans le cadre de la politique européenne : **vous avez une approche différente de celle de votre voisin !** Cependant, si nous voulons progresser, il s'agit d'une question importante qui doit être posée en fonction de l'environnement, du type de sol et du cadre de gestion. »*

Le programme EJP SOIL recouvre un spectre d'intervention à tous les échelons politiques. David Wall donne l'exemple suivant pour illustrer cette caractéristique : *« Ce n'est pas comme la politique de l'eau, dans le cadre de laquelle vous pouvez établir la qualité de votre eau à l'échelle locale ou nationale. Nous avons tous besoin de l'oxygène présent dans l'atmosphère pour respirer et son taux a une influence sur le climat. Si les émissions de gaz à effet de serre augmentent, c'est un problème pour tout le monde. Dans ce cas, nous ne pouvons pas appliquer le principe du pollueur-payeur. C'est un grave problème d'ampleur mondiale. L'Europe a établi un cadre commun et tous les acteurs s'associent à cette initiative. »*

Plus d'informations dans les articles du bulletin :

- *Perspectives politiques sur le renforcement de la viabilité des sols en Lituanie*
- *EJP SOIL, un programme ouvrant des perspectives à l'Espagne pour renforcer ses projets de recherche sur les terres agricoles*
- *Face aux projets d'aménagement de terrains agricoles, est-ce que la solution en Norvège serait de transporter la terre vers d'autres sites ?*
- *Connecter les données sur les sols et les politiques de gestion agricole (Suisse)*

ⁱ [Keesstra et al., \(2016\). *The significance of soils and soil science towards realization of the United Nations Sustainable Development Goals*. *SOIL*, 2, p. 111-128.](#)

[Keesstra et Visser et al., \(2018\). *Soil-Related Sustainable Development Goals: Four Concepts to Make Land Degradation Neutrality and Restoration Work*. *LAND* 2018, 133; doi: 10.3390/land7040133](#)

[Keesstra et Visser et al., \(2019\). *Soil as a Basis to Create Enabling Conditions for Transitions Towards Sustainable Land Management as a Key to Achieve the SDGs by 2030*. *Sustainability* 2019, 11, 6792; doi:10.3390/su11236792](#)